



**Accès au Crédit Bancaire et Survie des PME Camerounaises :
Le Rôle du Capital Social**

Par

Ngoa Tabi Henri & Niyonsaba Sebigunda Edson¹

Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion

Université de Yaoundé II

Yaoundé, Cameroun

Rapport de Recherche du FR-CIEA N° 27/12

Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires
(FR-CIEA)

www.trustafrica.org/icbe

Dakar, Juin 2012

¹ Contact : ngoahenri@yahoo.fr, nathedson@gmail.com

Résumé

Le capital social est actuellement évoqué comme un catalyseur d'accès au crédit bancaire pour la PME. La présente étude vise à vérifier cette assertion en examinant l'impact de diverses dimensions du capital social entrepreneurial sur l'accès au crédit bancaire des PME camerounaises. A l'aide d'un modèle logit multinomial, le capital social est capté par cinq indicateurs : le ratio de la main-d'œuvre familiale, le soutien gouvernemental, l'appartenance aux réseaux d'affaires, les relations personnelles avec la banque cliente et le niveau du capital humain prédominant dans l'entreprise. A partir d'un échantillon de 413 PME camerounaises, les résultats montrent que, seules les trois dernières variables affectent positivement l'accès au crédit bancaire. Cependant, leurs effets et leurs amplitudes varient en fonction de l'échéance du crédit. Enfin, l'étude montre que grâce au capital social, les PME ayant accès au crédit bancaire survivent plus longtemps que les autres au Cameroun.

Mots clés : PME, Asymétrie d'information, Capital Social, Financement bancaire, Survie.

Table des matières

Résumé.....	ii
Table des matières.....	iii
1. Introduction.....	4
2. Revue de la littérature.....	5
2.1 Le Capital social comme facteur de fluidité du marché de crédit.....	5
2.2 Le Capital social comme facteur de survie de la PME.....	7
3. Méthodologie de l'étude.....	8
3.1 Source des données et échantillonnage.....	8
3.2 Le cadre et la méthode d'analyse.....	9
3.2.1 Outils d'estimation et plan d'analyse.....	9
3.2.2 Définition des variables du modèle empirique.....	11
4. Résultats et interprétation.....	12
4.1 Impact du capital social sur l'accès de la PME camerounaise au crédit bancaire.....	12
4.2 Accès au crédit bancaire et survie de la PME camerounaise.....	15
5. Conclusion.....	16
Références bibliographiques.....	18
Annexe.....	22

1. Introduction

Au Cameroun comme dans la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne, l'accès au crédit bancaire est évoqué comme étant l'une des contraintes majeures de l'entrepreneuriat. Plusieurs études montrent que cette contrainte touche particulièrement la PME (Banque Mondiale, 2006 ; Africappractice, 2005 ; FMI, 2004, etc.). Les résultats de l'enquête du Ministère des PME (2009) indiquent que près de 77,1% des PME camerounaises connaissent des problèmes de financement bancaire. Selon les rapports Doing Business (2009 & 2010), les entreprises camerounaises sont passées de la 131^{ème} position en 2009 à la 135^{ème} position en 2010 en ce qui concerne l'obtention des crédits bancaires. Cet environnement est à l'origine de la fermeture précoce des entreprises. Etant donné l'importance de la PME dans l'activité entrepreneuriale² au Cameroun, la présente étude s'interroge sur les facteurs susceptibles de réduire cette contrainte de crédit.

Au nombre des solutions proposées par la littérature, le capital social est évoqué, depuis près de deux décennies, comme solution à la contrainte de crédit des entreprises (Nahapiet et Ghoshal, 1998). Défini comme tout aspect de structure sociale qui crée de la valeur et facilite les actions des individus composant cette structure (Coleman, 1990), le capital social comprend les ressources acquises à travers les relations, les associations, les réseaux telles que la confiance, la logique de réciprocité, de coordination et de coopération aux avantages mutuels (Chou, 2006). Envisagé dans sa dimension plus large, le capital social va au-delà du capital social financier. Supposé réduire le degré d'asymétrie d'information sur le marché de crédit, le capital social est ainsi de nature à faciliter l'accès de la PME au crédit bancaire (Bjørnskov, 2006 ; Wei-Ping Wu et Choi, 2004 ; Guiso et al., 2004 ; Tyler et al., 2002 et Uzzi, 1999).

En dépit de la richesse culturelle, source du capital social, qu'offre l'Afrique en général et le Cameroun en particulier, on en sait peu sur l'aptitude du capital social à fluidifier le marché de crédit. Ainsi, la présente étude évalue empiriquement l'aptitude du capital social à faciliter l'accès au crédit bancaire pour la survie de la PME camerounaise.

Nous abordons cette problématique en trois sections suivantes: la revue littérature (section 2), la méthodologie (section 3) et les résultats de l'étude (section 4).

² Selon le rapport de l'INS (2010) portant sur le recensement général des entreprises, au Cameroun, les grandes entreprises représentent 1%, le reste (99%) étant constitué de très petites ou micro entreprises (75%), petites entreprises (19%) et moyennes entreprises (5%).

2. Revue de la littérature

La revue de la littérature est abordée en deux points : le capital social comme facteur de fluidité du marché de crédit (2.1) et de survie de la PME (2.2).

2.1 Le Capital social comme facteur de fluidité du marché de crédit

L'incongruence des arguments de fonctions objectives des parties au contrat de crédit est source du risque de survenance des problèmes d'aléa moral (Chan et Thakor, 1987) et de sélection adverse (Stiglitz et Weiss, 1981) préjudiciables au créancier. À ce sujet, Pettit et Singer (1985) voient les problèmes d'agence et le niveau d'asymétrie d'information comme déterminants majeurs des coûts de financement. Ces problèmes existent indépendamment de la taille de l'entreprise mais prennent de l'ampleur lorsqu'il s'agit des PME (Berger et Udell, 1998).

La signalisation et le filtre font partie des techniques classiques de gestion de cette incertitude. Selon la théorie financière, les termes des contrats de crédit déterminent les comportements des entreprises en matière de choix d'un niveau de risque et engendre une auto sélection (Bester, 1985). Les contrats révélateurs les plus usuels reposent sur la fixation du niveau de taux d'intérêt et des garanties (Besanko et Thakor, 1987). De son côté, l'entreprise a intérêt à signaler la qualité de son projet pour limiter l'importance des asymétries d'information et éviter qu'elle soit rationnée (Stiglitz et Weiss, 1981). A cet égard, la structure financière de la firme (Ross, 1977), la structure de propriété (Leland et Pyle, 1977), la politique de distribution des dividendes (Kalay, 1980), la garantie (Boot et al., 1991) et même la réputation (Sharpe, 1990) peuvent jouer le rôle de signal. Sur le registre des mécanismes incitatifs, les clauses du contrat et les modes de contrôle sont de nature à engendrer la discipline du débiteur.

Toutefois, l'augmentation des moyens d'action (garanties, contrats, contrôle) ne permet pas à la banque de mieux cerner les caractéristiques et les intentions des demandeurs de financement. Etant donné l'incomplétude du contrat de crédit, il existe une incertitude irréductible qui ne peut être atténuée que grâce à l'instauration de relations financières fondées sur la durée (Boot, 2000 et Diamond, 1984). Cependant, l'intérêt d'une relation à long terme a pour fondement le présupposé que la durée de la relation serait à même de générer la confiance. En soi, la relation à long terme n'exclut ni le conflit ni l'opportunisme. Tout

dépend du degré de confiance liant les parties au contrat, une notion qui renvoie à la théorie du capital social (Bourdieu, 1980 ; Coleman, 1990 ; Putnam, 1995).

Dans cet entendement, le capital social est envisagé comme étant une solution à la contrainte de crédit. Le capital social est défini comme tout aspect de la structure sociale qui crée de la valeur et facilite les actions des individus composant cette structure sociale (Coleman, 1990). Il comprend des ressources acquises à travers les relations, les associations, les réseaux telles que la confiance, la logique de réciprocité, de coordination et de coopération aux avantages mutuels (Chou, 2006). Pour Pierre Bourdieu (1980), le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance. Grâce à l'opérationnalisation et la vulgarisation de Putnam (1995), le capital social est désormais compris comme l'ensemble des caractéristiques de l'organisation sociale telles que les réseaux, les normes et la confiance, qui facilitent la coordination et la coopération, pour un bénéfice mutuel³.

Les travaux de Nahapiet et Ghoshal (1998) permettent de mettre en évidence le caractère tridimensionnel du capital social. Pour ces auteurs, le capital social comprend une dimension structurelle, relationnelle et cognitive. Cette typologie permet d'avoir une définition plus intégrative qui appréhende la notion du capital social au moyen des types de liens et des ressources que procurent ces liens. La théorie des liens sociaux de Granovetter (1985) résume ces trois dimensions du capital social en « liens forts » qui ont trait aux interactions sociales intragroupes et en « liens faibles » relatifs aux interactions sociales intergroupes. Par contre, Woolcock (1999) distingue trois formes de liens essentiels : les liens d'*attachement* entre membres d'une même famille ou d'un même groupe ethnique, les liens d'*accointance* avec les amis éloignés notamment les collègues et enfin, les liens de *contact* entre les différentes couches sociales auxquelles accèdent différents groupes dans la hiérarchie des pouvoirs, des positions sociales et des richesses. Pour des raisons d'opérationnalisation, nos analyses empiriques feront recours à cette dernière classification.

Permettant aux entrepreneurs d'élargir leur champ d'action, d'économiser leurs moyens et d'accéder aux ressources et opportunités exclusives, les réseaux constituent ainsi une

³ Le capital social est composé des liens d'attachement (entre groupes homogènes comme la famille, l'ethnie, etc.), d'acointance (entre groupes hétérogènes comme les réseaux, les associations, etc.) et de contact au niveau des différentes classes sociales de pouvoir (Woolcock, 1999).

ressource précieuse pour la conduite des affaires. Ainsi, grâce au capital social, la probabilité de survenance d'asymétrie d'information sur le marché du crédit est significativement réduite. L'étude menée sur un réseau de 181 institutions de microfinance au Cameroun (Kobou et al., 2010), confirme cette assertion.

La relation entre capital social et fluidité du marché du crédit a été mise en exergue par plus d'un auteur. En effet, les réseaux et associations procurent à leurs membres les avantages financiers dont l'accès au crédit (Fukuyama, 1995). Les modèles théoriques, par ailleurs, montrent que l'homogénéité des membres des groupes d'emprunteurs est avantageuse en ce sens qu'elle permet de réduire les asymétries informationnelles et rend efficace l'emploi des sanctions sociales contre le défaut de paiement (Besley et Coate, 1995). Dans ce sens, diverses études (Lehman et Neuberger, 2001; Fafchamps 1999 ; etc.) montrent que les relations interpersonnelles entre le banquier et l'entrepreneur ont des effets positifs sur les conditions de crédit. Ainsi, il est facile de comprendre que le capital social permet à la PME d'acquérir le montant de crédit désiré pour la réalisation de son plan de développement.

2.2 Le Capital social comme facteur de survie de la PME

Envisagé comme solution à la contrainte de crédit, le capital social est de nature à pérenniser la PME. Bekele et Workul (2008) montrent que le capital social joue un rôle crucial pour la survie à long terme des entreprises. Sur la base d'un échantillon de 500 PME éthiopiennes observées pendant six ans, Bekele et Workul remarquent que les PME éthiopiennes sans capital social sont 3,25 fois plus exposées au risque de mortalité par rapport aux autres. Selon cette même étude, les PME qui cessent prématurément leurs activités sont caractérisées par des difficultés de financement, un faible niveau du capital humain, un déficit en connaissances managériales et une incapacité à convertir une partie de leur profit en investissement. Les conclusions de l'étude menée par Allen et al. (2006) portant sur l'impact du capital social sur l'efficacité et la survie des PME sont encore plus intéressantes. Ces auteurs montrent qu'il y a un lien positif et significatif entre l'accès au capital social et la viabilité des PME à long terme. Ainsi, Craig *et al.* (2007) montrent qu'à côté du manque de connaissances managériales et la définition des politiques macroéconomiques inadéquates, le problème d'accès au crédit bancaire est déterminant dans la fermeture des PME d'Afrique subsaharienne. La lecture faite des causes de faillite des PME par Timmons et Spinelli (2004) corrobore les études précédentes. Timmons et Spinelli classent les principales causes de la

faillite des PME en trois catégories à savoir : le manque des connaissances managériales, l'accès difficile aux ressources financières et le climat des affaires défavorable.

En dépit de leur contribution dans l'économie, notamment par l'absorption du chômage, les PME sont fortement exposées à la faillite et à l'échec dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. L'accès au financement bancaire en est la principale cause (Ageba et Amha, 2006 ; Adera, 1995). L'évaluation de l'aptitude du capital social à améliorer leur efficacité et leur survie à travers l'allègement des contraintes financières retiendront ainsi notre attention dans la suite.

3. Méthodologie de l'étude

Les éléments méthodologiques présentés dans cette section portent sur la source des données empiriques (3.1), le cadre ainsi que la méthode d'analyse (3.2).

3.1 Source des données et échantillonnage

La présente étude, dans sa partie vérification empirique du rôle du capital social sur le marché du crédit des PME, utilise des données en coupes transversales issues de l'enquête initiée par le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de L'Economie Sociale et de l'Artisanat du Gouvernement Camerounais et réalisée par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)⁴. Sur les 3193 PME camerounaises identifiées, 500 ont été enquêtées avec un taux de réponse de 82,6% (413 PME).

La méthode de sondage par quota a permis de déterminer la taille de l'échantillon par région. A cet effet, trois modalités (le secteur d'activités, la taille et la localisation géographique de la PME) ont servi de base de stratification. Pour la première modalité, trois secteurs d'activités ont été retenus. 70% des PME devaient être enquêtées dans le secteur industriel (350 PME), 15% dans le secteur commercial (75 PME) et 15% dans le secteur des services (75PME). De même, les exigences de représentativité régionale dans l'échantillon ont conduit à considérer les villes de Douala et de Yaoundé comme régions à part, compte tenu de leur forte densité en PME. Ainsi, sur les 413 PME, 281 ont été enquêtées à Douala et 119 à Yaoundé. Enfin, selon le critère « taille de la PME » 20% des PME proviendraient de microentreprises (taille n'excédant pas 9 employés) et 80% de PME de plus de 10 employés.

⁴ MINPMEESA, *Etude sur la Formulation du Plan Directeur (M/P) pour le Développement des Petites et Moyennes Entreprises en République du Cameroun*, Rapport Final-Janvier 2009, Agence Japonaise de Coopération Internationale, Unico International Corporation, IDD-JR-08-069.

3.2 Le cadre et la méthode d'analyse

Dans cette section, nous spécifions le modèle économétrique d'analyse et le plan d'analyse d'une part et d'autre part, nous présentons les variables du modèle empirique.

3.2.1 Outils d'estimation et plan d'analyse

Les travaux empiriques portant sur les déterminants d'accès au crédit bancaire peuvent être classés en deux grandes familles en fonction des outils d'analyse. D'une part, il est fait usage des modèles logit et/ou probit et d'autre part, les modèles de régression linéaire par moindres carrés ordinaires lorsque l'intérêt est accordé à la structure financière.

La présente étude trouve sa particularité en ce qu'elle analyse les déterminants d'accès au crédit bancaire en fonction de différentes échéances. En s'inscrivant dans la cadre des travaux de Steijvers (2008) et Atanasova & Wilson (2004), cette démarche montre que les problèmes d'asymétrie d'information rencontrés par les prêteurs se posent différemment en fonction de l'échéance de remboursement du crédit. La variable « Accès au Crédit bancaire » étant donc polytomique, il est fait usage du *modèle logit multinomial*⁵ (LM) d'accès au crédit bancaire.

Ainsi, le modèle L.M. d'accès au crédit bancaire à estimer est tel qu'on observe n individus (PME), répartis en J catégories disjointes⁶. La probabilité de la $i^{\text{ème}}$ PME d'accéder à une catégorie j de crédit dépend des k variables explicatives représentées par le vecteur x_{ik} . Cette probabilité est donnée par l'expression suivante :

$$p_{ij} = P(j|x_i) = \frac{\exp(x_i \beta_j)}{1 + \sum_{h=1}^{J-1} \exp(x_i \beta_h)}, \text{ pour } j = 1, 2, \dots, J-1 \quad (1)$$

Où β est le vecteur de $(K+1) \times J-1$ paramètres à estimer. L'évaluation de l'impact du capital social sur la probabilité d'accès au crédit bancaire passe par les deux étapes suivantes :

- Dans un premier temps, nous mettons en relation la probabilité d'accès au crédit bancaire " p_{ij} " avec les variables mesurant le degré d'opacité de la PME:

$$p_{ij} = \phi(\text{Opacité}) \quad (2)$$

⁵ Le modèle logit multinomial a été introduit à la fin des années 60 par McFadden (1968) et Theil (1969).

⁶ Les différentes modalités prises par j dans ce modèle sont : non accès au crédit bancaire (1), accès au crédit bancaire à court terme (2), accès au crédit bancaire à moyen terme (3) et accès au crédit bancaire à long terme (4).

L'objectif poursuivi est de montrer comment les problèmes d'information imparfaite limite l'accès au crédit bancaire. En effet, plus la PME est opaque, plus les coûts de transaction relatifs à son financement bancaire sont élevés et moindre est sa chance d'accéder au crédit bancaire.

- Par la suite, à l'équation (2) sera ajouté le vecteur des variables du capital social afin de rendre compte de l'aptitude de ce dernier à mitiger l'opacité de la PME sur le marché du crédit bancaire :

$$p_{ij} = \psi(\text{Opacité}, \text{Capital Social}) \quad (3)$$

Les analyses en (2) et (3) nous conduisent à formuler la première hypothèse (H_1) de l'étude selon laquelle : *plus important est le capital social, moins la PME est opaque aux yeux du banquier et grande est sa probabilité d'accéder au crédit bancaire*. Ensuite, l'impact de l'accès au crédit bancaire sur la survie de la PME est examiné.

A défaut d'une cohorte des données historiques requises pour les modèles de durée, nous faisons recours à la Régression de Poisson qui modélise les phénomènes rares à données de comptage. En effet, dans un environnement aussi hostile, la probabilité de survie d'une entreprise est faible et décroissante. Ainsi, l'âge de la PME " $APME_i$ " est spécifié suivant la fonction de densité:

$$f(APME_i | X_i, \lambda) = \frac{\exp(-\lambda) \lambda^{APME_i}}{APME_i!} \quad (4)$$

où $APME_i = E[APME_i | X_i] = Var[APME_i | X_i] = \exp(X_i' \beta)$.

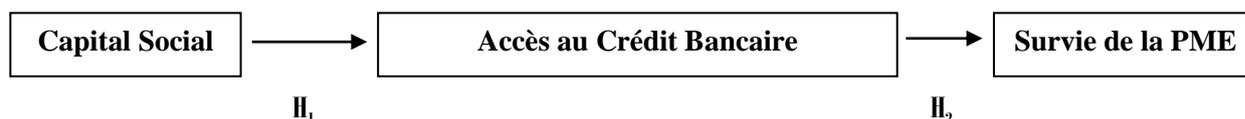
λ_i est l'âge espéré de la PME, étant donné le vecteur X_i des variables explicatives⁷. Si la distribution de poisson est adéquate, et en supposant qu'on a un échantillon aléatoire de " $APME_i$ " et " X_i ", la procédure de maximum de vraisemblance produit un estimateur constant, asymptotiquement efficace et normal de β (Winkelmann and Zimmermann, 1995)⁸.

⁷ $X_i = [\hat{Pr}(ACB), \text{Variables de contrôle}]$; $\hat{Pr}(ACB)$ étant la probabilité moyenne prédite d'accès au crédit bancaire

⁸ La caractéristique fondamentale de la distribution de poisson est que la moyenne conditionnelle est égale à la variance conditionnelle (équadispersion) et cette moyenne équivaut au paramètre λ qui caractérise complètement le modèle.

Grâce à la relation (4), nous formulons la seconde hypothèse (**H₂**) de l'étude selon laquelle : *grâce au capital social, la PME qui accède au crédit bancaire a plus de chance de survivre au-delà de l'âge moyen de fermeture des entreprises.*

Les différentes analyses de la présente étude peuvent se résumer par le schéma ci-après :



3.2.2 Définition des variables du modèle empirique

Le classement de chaque individu échantillonné (PME) dans l'une des modalités d'accès au crédit bancaire est fait en se référant à la dernière demande de crédit adressée à une institution bancaire avant la date de l'enquête. Du côté des variables exogènes, trois groupes des variables sont envisagés en fonction des hypothèses émises à la lumière de la littérature empirique existante⁹ :

- Les variables caractéristiques du degré d'opacité de la PME traduisant la possibilité de survenance des problèmes de l'asymétrie d'information dont notamment : la taille de la PME (Audet et al., 2009)¹⁰, la qualité des livres comptables (Audet et al., 2009 ; Wamba et Tchamanbé-Djine, 2002), les caractéristiques de la personne établissant les livres comptables (Audet et al., 2009), le secteur d'activité de la PME (Hwang, 2006) et l'âge de la PME (Zambaldi et al., 2009), les plus jeunes PME étant les plus opaques ;
- Les variables caractéristiques du capital social portant essentiellement sur : *l'appartenance à des réseaux d'affaires et associations* (Kim et al., 2008 ; Biggs et Shah, 2006 ; Tyler et al., 2002 ; Uzzi, 1999 ; Fafchamps, 1999 ; Fukuyama, 1995), le *soutien des autorités locales* (Rajan et Zingales, 1995 ; Nugent, 1993), le *niveau du capital humain des employés de la PME* (Montgomery, Terry et Syed, 2005), le *poids de la main d'œuvre familiale dans le personnel* (Bjørnskov, 2006) et la *relation entretenue par la PME et les institutions financières* (Wei-Ping Wu et Choi, 2004; Lehmann et Neuberger, 2001 ; Uzzi, 1999; Fafchamps, 1999) ;

⁹ La mesure de toutes ces variables est présentée dans l'annexe N° 1.

¹⁰ Les petites entreprises sont généralement plus opaques par rapport aux grandes dont les activités sont facilement observables du fait des exigences de gestion que leur taille exige.

- Enfin, les variables de contrôle. Elles portent sur d'autres aspects susceptibles d'affecter la décision d'octroi du crédit à la PME. A ce titre, nous retenons les variables relatives au risque financier (Behr et Güttler, 2007) mesuré par le *levier financier de la dette*, au risque opérationnel approximé par la *nature du projet à financer* (Audet et al., 2009), la *formation des employés par l'entreprise* (Abeysekera et Guthrie, 2004) et la *stabilité du personnel dans l'entreprise* (Kuang-Hsun et al., 2010) approximée par leur *ancienneté*. Le risque commercial est approximé par la *part de marché de la PME* (Levratto, 1990), la *nature des activités* (Apilado et Millington, 1992) et les *activités d'exportation* (Audet et al., 2009)¹¹. Enfin, le risque de la gouvernance de la PME sera capté par la variable « *séparation de l'organe de gestion de celle de propriété* » (Fama et Jensen, 1983).

En ce qui concerne les déterminants de la survie, les variables de contrôle prises en compte sont: le Statut Juridique de la PME (SJ), la Participation des Actionnaires Etrangers au Capital (PAEC), l'Utilisation des Services d'Appui aux Entreprises (USAE) et le caractère formel ou informel de la PME capté par la variable « Immatriculation au Registre de Commerce (NRC) » et « la possession d'un Numéro d'Impôt de Société (NIS) ».

4. Résultats et interprétation

Le logiciel utilisé pour estimer les équations (2), (3) et (4) est STATA 12. L'évaluation du capital social comme facteur favorable d'accès au crédit bancaire est faite dans le premier paragraphe et son impact sur la survie de la PME dans le second.

4.1 Impact du capital social sur l'accès de la PME camerounaise au crédit bancaire

Après avoir effectué les tests portant sur la multi-colinéarité (Chatterjee et al., 2000) des variables, l'indépendance des modalités prises par le modèle LM (Hausman et McFadden, 1984) et la qualité d'ajustement (McFadden, 1987) nous sommes arrivés aux résultats consignés dans les tableaux 1 (en annexe) et 2 ci-après.

¹¹ Ce risque est plus réel pour ce qui concerne les produits primaires constituant l'essentiel des exportations des pays en développement.

Tableau 2 : Odds ratio et effets marginaux du modèle L.M. d'accès au crédit bancaire de synthèse

Variables	Modèle II						
	y=Pr(ACB _{CT}) =.33150097		y=Pr(ACB _{MT}) =.17003709		y=Pr(ACB _{LT}) =.00001675		y=Pr(NACB) (Pr=.4984452)
	Odds Ratio	dy/dx	Odds Ratio	dy/dx	Odds Ratio	dy/dx	dy/dx
Etablissement des états Financiers (EEF)	0,90	-0,032	1,17	0,028	4,85e-08***	-0,000	0,004
	(0,25)	(63,083)	(0,47)	(31,85)	(1,44e-07)	(189,2)	(94,259)
Personne Etablissant les états Financiers (PEEF)	0,57**	-0,078	0,44**	-	0,77	1,06e-06	0,163***
	(0,16)	(0,054)	(0,15)	(0,043)	(0,59)	(0,710)	(0,064)
Total des Employés de l'Entreprise (TEE)	1,00	-0,001	1,00	0,000	1,00	4,84e-08	0,000
	(0,00)	(0,001)	(0,00)	(0,010)	(0,00)	(0,032)	(0,019)
Age de l'Entreprises (AE)	0,99	-0,002	0,99	-0,001	0,98	-2,34e-07	0,003
	(0,02)	(0,077)	(0,02)	(0,037)	(0,04)	(0,157)	(0,004)
Secteur d'activités (SA)	0,73	-0,047	0,66	-0,042	0,87	6,42e-07	0,089
	(0,18)	(0,047)	(0,20)	(0,038)	(0,53)	(0,431)	(0,057)
Ratio des Empl. Memb. de la Famille (REMF)	0,72	-0,069	0,92	0,007	0,87	-3,20e-07	0,062
	(0,69)	(0,204)	(1,22)	(0,179)	(2,89)	(0,215)	(0,218)
Appartenance aux Réseaux (AR)	2,15**	0,118*	2,34**	0,077	1,27	-3,05e-06	-0,195*
	(0,75)	(0,069)	(0,91)	(0,053)	(1,02)	(2,045)	(0,075)
Liens avec l'Institution Financière (LIF)	45,03***	0,397	70,56***	0,317	143,26***	0,000	-0,714***
	(22,20)	(22,356)	(36,71)	(15,76)	(138,07)	(37,77)	(0,039)
Niveau du Capital Humain Prédominant (NCHP)	1,59**	0,078	1,55*	0,036	1,72	5,29e-06	-0,114**
	(0,34)	(2,065)	(0,39)	(1,008)	(0,92)	(3,549)	(0,050)
Soutien des Autorités Gouvernementales (SAG)	1,28	0,059	0,96	-0,020	8,33e-15	-0,000	-0,038
	(0,64)	(0,101)	(0,57)	(0,065)	(5,63e-08)	(0,000)	(0,119)
Levier Financier de la dette (LF)	0,18	-0,241	0,09	-0,248	1,58	0,000	0,488
	(0,55)	(0,596)	(0,37)	(0,530)	(11,32)	(16,167)	(13,611)
Motif de la Demande du crédit (MDC)	0,77	-0,071	1,22	0,043	2,02	0,000	0,028
	(0,23)	(2,019)	(0,44)	(1,941)	(1,59)	(8,477)	(4,528)
Formation des Travailleurs (FT)	1,19	0,034	1,10	0,004	1,20	1,80e-06	-0,037
	(0,40)	(0,766)	(0,47)	(0,251)	(1,11)	(1,209)	(0,078)
Ancienneté des Travailleurs (AT)	0,87	-0,038	1,12	0,024	0,56	-8,22e-06	0,014
	(0,14)	(2,256)	(0,20)	(0,676)	(0,25)	(5,520)	(2,593)
Part de Marché de l'entreprise (PM)	1,00	0,001	1,01*	0,001	1,02*	2,32e-07	-0,002
	(0,00)	(0,058)	(0,01)	(0,038)	(0,01)	(0,156)	(0,060)
Nature d'activités (NA)	0,79	-0,071	1,42	0,063	0,98	-1,50e-07	0,008
	(0,22)	(0,055)	(0,47)	(0,042)	(0,70)	(0,101)	(0,063)
Exportation (EX)	0,49	-	2,33*	0,193**	1,13	1,87e-06	-0,008
	(0,28)	(0,075)	(1,20)	(0,096)	(1,17)	(1,253)	(0,526)
Séparation Gestion-Propriété (SGP)	1,81*	0,178**	0,44*	-0,137	0,23	-0,000	-0,041
	(0,60)	(0,071)	(0,20)	(4,149)	(0,29)	(15,445)	(7,912)

Légende: NACB: Non accès au crédit bancaire et y : Probabilité prédite sur les valeurs moyennes des X_k. (source : effectués par les auteurs)

* p<.1; ** p<.05; *** p<.01 et (...) Ecart-type

Les résultats de différentes estimations montrent que le degré d'opacité (EFF, PEEF, TEE) détériore la probabilité d'accès au crédit bancaire et plus particulièrement à long terme. Conformément aux travaux d'Audet et al. (2009), la qualité des états financiers et le profil du

comptable sont déterminant pour l'accès au crédit bancaire. De même, en accord avec les conclusions d'Apilado (1992), les petites entreprises sont financées à des conditions plus restrictives que les grandes entreprises. Au compte de la variable de contrôle, la stabilité des employés (AT), la compétitivité commerciale (PM), la nature des activités (NA), l'extension de l'activité aux exportations (EX) et la séparation propriété-gestion (SGP) affectent significativement l'accès au crédit bancaire.

Les résultats du modèle LM II d'accès au crédit bancaire (tableau 1) mettent en évidence l'impact positif du capital social sur la probabilité d'accès au crédit bancaire. Cet impact s'est avéré significatif pour tous les horizons d'échéance du crédit bancaire (CT, MT et LT). Toutefois, les variables des liens d'attachement ou les liens forts et les liens de contact se sont avérés non significatives dans l'explication de la probabilité d'accès au crédit bancaire. Seules les variables des liens d'acointance (AR, NCHP et LIF) expliquent significativement l'accès de la PME camerounaise au crédit bancaire. En effet, l'appartenance d'une PME camerounaise aux réseaux d'affaires et associations augmente de 19,5% sa probabilité d'accès au crédit bancaire (tableau 2). Ces résultats corroborent ceux d'Uzzi (1999) et de Biggs et Shah (2006) portant respectivement sur les entreprises américaines et d'Afrique subsaharienne.

De même, l'amélioration du niveau du capital humain des employés dans la PME (NCHP) augmente de 11,4% la probabilité d'accès au crédit bancaire. En effet, perçu comme l'une des sources privilégiées du capital social, le capital humain élevé accroît la confiance des partenaires financiers vis-à-vis de la PME (Montgomery, Terry et Syed, 2005). Non seulement une telle entreprise est présumée performante, mais aussi, ses employés peuvent avoir partagé la formation avec leurs homologues embauchés au sein des institutions financières et par conséquent, une amélioration de la confiance et de la coopération.

Enfin, à la lumière des résultats du modèle II (tableau 1), on remarque que le capital social améliore la probabilité d'accès au crédit bancaire à travers les relations entretenues avec l'institution bancaire (LIF). Grâce à ces relations, la probabilité moyenne prédite de non accès au crédit bancaire est réduite de 71,4% (tableau 2). L'interprétation des ratios de Odds ratio montre qu'une PME entretenant de bonnes relations avec sa banque a respectivement 45, 70 et 143 fois de chance d'accéder au crédit à court, moyen et long termes contre une fois le risque de ne pas y accéder. Ces résultats soulignent l'importance de l'aspect relationnel de la

PME avec la banque et sont en harmonie avec les conclusions de Wei-Ping Wu et Choi (2004), Lehmann et Neuberger (2001), Uzzi (1999) et Fafchamps (1999).

Somme toute, les résultats de différents modèles LM d'accès au crédit bancaire permettent de confirmer notre première hypothèse selon laquelle, plus important est le capital social, moins la PME est opaque aux yeux du banquier et grande est sa probabilité d'accéder au crédit bancaire.

Dans le paragraphe qui suit, il sera question de mettre en évidence l'impact du capital social sur la survie des PME à travers la variable « accès au crédit bancaire ».

4.2 Accès au crédit bancaire et survie de la PME camerounaise

Dès lors que la contrainte de financement bancaire des PME est atténuée grâce au capital social, celles-ci sont censées survivre pendant une longue période par rapport à celles qui sont privées des ressources financières. Les résultats des tests empiriques de cette proposition sont présentés dans le tableau 3 ci-dessous :

Tableau n 3 : Modèle de Poisson de survie des PME camerounaises

<i>Variable</i>	<i>Coefficients</i> « b »	<i>Effets marginaux</i> « dy/dx »
Probabilité prédite d'accès au crédit bancaire « $\Pr(\widehat{ACB})$ »	0,1774***	2,1864
	(0,0438)	(0,5394)
Statut Juridique « SJ »	0,2190***	2,6276
	(0,0345)	(0,4017)
Numéro de Registre de Commerce « NRC »	0,0030	0,0369
	(0,0719)	(0,8841)
Numéro d'Impôt des Sociétés « NIS »	0,4779***	4,7381
	(0,1368)	(1,0707)
Participation des Actionnaires Etrangers au Capital « PAEC »	0,2373***	3,1918
	(0,0364)	(0,5316)
Utilisation des Services d'appui aux Entreprises « USAE »	0,0773**	0,9700
	(0,0307)	(0,9154)
_cons.	1,7644***	-
	(0,1248)	-
<ul style="list-style-type: none"> • Age moyen prédit de la PME = 12,591 (2,546) • Prob (APME >12ans) = 0,479 (0,234) 		
Légende: * p<.1; ** p<.05; *** p<.01 et (...) Ecart-type.		

Les résultats du tableau 3 indiquent que l'âge moyen prédit des PME Camerounaises échantillonnées est de 12, 591 ans. La probabilité pour qu'une PME type survive au-delà de cet âge moyen est évaluée à 47,9% avec un écart-type de 23,4%.

Par ailleurs, la variable « probabilité prédite d'accès au crédit bancaire » a un impact positif sur l'âge de la PME. En effet, grâce au capital social, l'amélioration unitaire de la probabilité d'accès au crédit bancaire accroît de 2,1864 l'âge moyen de la PME. Ces résultats montrent que les facteurs financiers sont déterminants en ce qui concerne la pérennité des PME au Cameroun. Comme le soulignent De Meza et Webb (1998), les PME exclues du financement bancaire souffrent d'une marge de manœuvre financière très réduite face aux opportunités d'affaires. Par ailleurs, les entreprises démarrant sans financement extérieur sont généralement celles fondées sur les projets les plus hasardeux entraînant logiquement une forte mortalité par la suite.

Ainsi, notre seconde hypothèse selon laquelle, le capital social prolonge significativement la durée de vie des PME à travers l'accès au crédit bancaire est également confirmée. En plus de l'accès au crédit bancaire, les analyses révèlent que le statut juridique (SJ), le caractère formel de la PME (NIS), la participation des actionnaires étrangers au capital (PAEC) et l'utilisation des services d'appui aux entreprises (UBDS) comme les universités ou les cabinets de consultance retardent la mortalité de la PME respectivement de 2,63 ; 4,74 ; 3,19 et 0,97 ans au-delà de l'âge moyen.

5. Conclusion

Dans cette étude, il a été question de vérifier empiriquement l'assertion selon laquelle le capital social est de nature à mitiger les effets de l'asymétrie d'information entre banques et PME en permettant à celles-ci d'accéder au crédit et partant, de retarder leur mortalité.

Les tests empiriques sont effectués à partir d'un échantillon de 413 PME camerounaises. Les résultats du modèle logit multinomial d'accès au crédit bancaire montrent que le capital social améliore significativement la probabilité d'accès au crédit bancaire à court, moyen et long termes. En effet, la probabilité moyenne prédite de non accès au crédit bancaire est réduite de 19,5% suite à l'appartenance de la PME à un réseau d'affaires, de 11,4% par l'amélioration du niveau du capital humain des employés au sein de la PME et de 71,4% grâce à la relation passée entreprise-banque. En améliorant l'accès au crédit bancaire à court, à moyen et à long termes, cette dernière variable s'est avérée être la plus significative. Globalement, l'impact positif du capital social sur l'accès au crédit bancaire passe par la réduction du degré d'opacité de la PME aux yeux du banquier. Ainsi, comparativement aux grandes entreprises qui connaissent moins de difficultés d'obtention du financement bancaire,

le capital social permet aux microentreprises, aux petites et aux moyennes entreprises d'accéder au crédit bancaire à long et à moyen termes.

L'étude souligne également qu'à travers l'accès au financement bancaire, le capital social est de nature à rendre pérennes les PME. En effet, l'âge moyen de la PME est majoré de plus de 2 ans grâce à la variation unitaire de la probabilité d'accès au crédit bancaire.

Ces résultats appellent quelques politiques managériales et recommandations. Les managers des PME amélioreraient significativement leur chance d'accéder aux ressources financières stables en respectant leurs premiers engagements envers les banques. Par ailleurs, un encadrement des managers des PME camerounaises apparaît nécessaire afin de consolider les avantages liés aux réseaux d'affaires dans la fourniture des garanties solidaires. Les PME accroîtraient également leur crédibilité auprès des banquiers en embauchant un personnel qualifié. De plus, la mise en place d'un système transparent de gestion et l'instauration d'un climat de confiance avec les institutions bancaires permettraient aux PME camerounaises d'éviter un dépôt du bilan précoce.

Sans prétendre être une panacée au problème du financement bancaire des PME, cette étude met en évidence le rôle non négligeable du capital social à travers les réseaux et autres mécanismes générateurs de confiance dans l'encadrement et la promotion de l'entrepreneuriat. Avec une telle information, cette étude constitue un précieux input pour la réflexion sur les réformes institutionnelles utiles à la création d'un environnement des affaires idoine au développement de l'entrepreneuriat au Cameroun.

Références bibliographiques

- Abeyssekera A. and J. Guthrie, (2004), "Human capital reporting in a developing nation", in *The British Accounting Review*, Vol. 36, pp. 251–268.
- Adera, A. (1995), "Instituting effective linkages between formal and informal financial sector in Africa: A proposal", in *Savings and Development*, Vol. 1, pp. 5-22.
- Africappractice, (2005), *Access to Finance: Profiles of African MSEs*, Document de travail préparé pour Jetro London, disponible sur : <http://www.africappractice.com/uploads/JETRO.pdf>.
- Ageba G. and W. Amha, (2004), "Policy Impact on Regulatory Challenges of the Micro and Small Enterprises (MSE) in Ethiopia", Paper presented at the second International Conference on the Ethiopian Economy, 3-8 December, Ethiopian Economic Association, Addis Ababa.
- Allen B., E. Marco, S. Frame, and M. Nathan, (2006), "Debt Maturity, risk, and Asymmetric information" *Finance and Economics*, Discussion series 2004-60, The Federal Reserve System, U.S.A.
- Apilado V. and J. Millington, (1992), "Restrictive loan covenants and risk adjustment", in small business lending", in *Journal of Small Business Management*, Vol. 30, n°1, pp. 38-48.
- Atanasova C.V. and N. Wilson, (2004), "Disequilibrium in the UK corporate loan market", in *Journal of Banking and Finance*, Vol.28, pp. 595-614.
- Audet J., J. ST-Pierre et Thi Hong Van Pham, (2009), « *La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé* », 11es Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, 27, 28 et 29 mai 2009, INRPME, Trois-Rivières, Canada.
- Banque Mondiale et de la Société Financière Internationale, (2009 & 2010), *Doing Business : comparaison des réglementations dans 181 pays*, 6ème Edition, Washington, DC 20433.
- Banque Mondiale, (2006), *Making Finance Work for Africa*, Banque Mondiale.
- Behr, P. and A. Güttler, (2007), "Credit risk assessment and relationship lending: an empirical analysis of German small and medium-sized enterprises", in *Journal of Small Business Management*, Vol. 45, n° 2, pp. 194-214.
- Bekele S. and Z. Worku, (2008), "Factors that affect the long-term survival of Micro, Small and Medium Enterprises in Ethiopia", in *South African Journal of Economics*, Vol. 76, n° 3, pp. 548-568.
- Berger A. and G.F. Udell, (1998), "The economics of small business finance: the roles of private equity and debt markets in the financial growth cycle", in *Journal of Banking & Finance*, Vol. 22, n°8, pp. 613-673.
- Besanko D. and A.V. Thakor, (1987), "Collateral and rationing: sorting equilibria in monopolistic and competitive credit markets", in *International Economic Review*, Vol. 28, pp. 671-689.
- Besley, T. and S. Coate., (1995), "Group Lending, Repayment Incentives and Social Collateral", in *Journal of Development Economics*, Vol. 46, n°1, pp. 1-18.
- Bester H., (1985), "Screening vs rationing in credit markets with imperfect information", in *American Economic Review*, Vol. 75, pp. 850- 855.
- Biggs T. and M.K. Shah, (2006), "African Small and Medium Enterprises, Networks, and Manufacturing Performance", *World Bank Policy Research Working Paper 3855*.
- Bjørnskov C., (2006), "The multiple facets of social capital", in *European Journal of Political Economy*, Vol. 22 , pp. 22-40.
- Boot A., (2000), "Relationship banking: What do we know?", in *Journal of Financial Intermediation*, n°9, p.7-25.

- Boot A., A.W. Thakor and G.F. Udell, (1991), “Secured lending and default risk: equilibrium analysis, policy implications and empirical results”, in *Economic Journal*, Vol. 101, pp. 458-472.
- Bourdieu, P., (1980), “Le Capital Social. Notes Provisoires”, in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol.3, pp. 2-3.
- Chan Y.S. and A.V. Thakor, (1987), “Collateral and competitive equilibrium with moral hazard and private information”, in *Journal of Finance*, Vol. XLII, n° 2, pp. 345-363.
- Chatterjee S., A.S. Hadi and B. Price, (2000), *Regression Analyses by Example*, 3rd edition, New York: John Wiley & Sons.
- Chou K., (2006) “Three simple models of social capital and economic growth” in *Journal of Socio-Economics*, n° 35, pp. 889–912.
- Coleman J., (1990), *Foundation of Social Theory*, Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Craig, B. R., W. E. Jackson and J. B. Thomson, (2007), “Small firm finance, credit rationing, and the impact of SBA-guaranteed lending on local economic growth”, in *Journal of Small Business Management*, Vol.45, n° 1, pp. 116-132.
- De Meza and Webb, (1998), “Credit Market Efficiency and tax Policy in the Presence of Screening Costs”, in *Journal of Public Economics*, Vol. 36, pp.1-22.
- Diamond D.W., (1984), “Financial intermediation and delegated monitoring”, in *Review of Economic Studies*, Vol. 51, n°2, pp. 393-414.
- Fafchamps M., (1999), “Ethnicity and credit in African manufacturing”, in *Journal of Development Economics*, Vol. 61, pp. 205–235.
- Fama E. and M. Jensen, (1983), “Separation of ownership and control”, in *Journal of Law Econ.*, Vol. 26, pp. 301–325.
- Fonds Monétaire International, (2004), *Republic of Mozambique : Financial System Stability Assessment Including Report on the Observance of Standards and Codes on the following topics: Banking Supervision, Payment Systems, and Anti-Money Laundering and Combating the Financing of Terrorism*, IMF Country Report 04/52, FMI.
- Fukuyama F., (1995), *Trust: the social values and the creation of prosperity*, New York: The free press.
- Granovetter M., (1973), “The strength of weak ties”, in *American Journal of Sociology*, Vol. 78, pp. 1360–1380.
- Guiso, Luigi, Paola Sapienza and Luigi Zingales, (2004), “The Role of Social Capital in Financial Development”, in *American Economic Review*, Vol. 94, n°3, pp. 526-556.
- Hausman J. and D. McFadden, (1984), “Specification Tests for the Multinomial Logit Model”, in *Econometrica*, Vol. 52, n° 5, pp. 1219-1240.
- Hwang P., (2006), “Asset specificity and the fear of exploitation”, in *Journal of Economic Behavior & Organization*, Vol. 60, pp.423–438.
- Kalay A., (1980), “Signaling information content and the reluctance to cut dividends”, in *Journal of Financial and Quantitative analysis*, Vol. 15, pp. 855 869.
- Kim M., J. Surroca and J.A. Tribó, (2008), “The effect of social capital on financial capital”, Electronic copy available at: <http://ssrn.com/abstract=1343863>
- Koubou G., Ngoa Tabi H., Mougou Mbenda S. P., (2010), « l’efficacité du financement des micro et petites entreprises dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun », in *Economie Appliquée*, tome LXIII, N°1, P. 135-162
- Kuang-Hsun S., Yen-Tzu L., Charlotte J. and Binshan L., (2010), “The indicators of human capital for financial institutions”, in *Expert Systems with Applications*, Vol. 37, pp. 1503–1509.

- Lehmann E. and D. Neuberger, (2001), Do Lending Relationships Matter? Evidence from Bank Survey Data in Germany, in *Journal of Economic Behavior and Organization*, vol. 45, n° 4, pp. 339-359
- Leland H. and D. Pyle, (1977), "Informational Asymmetries, Financial Structure, and Financial Intermediation", in *Journal of Finance*, Vol.32, n°2, pp. 371-384.
- Levratto N, (1990), «Le financement des PME par les banques : contraintes des firmes et limites de la coopération », in *Revue Internationale PME*, vol 3, n° 2, pp. 192-213.
- McFadden D., (1968), "The Revealed Preferences of a Government Bureaucracy", Economic Growth Project, Technical Report n° 17, Berkeley. [Ce document a été remanié et publié en 1975 et 1976, parus dans *The Bell Journal of Economic and Management Science*].
- McFadden D., (1987), "Regression based specification tests for the multinomial logit model", in *Journal of econometrics*, Vol.34, pp.63-82.
- Montgomery M., J. Terry and F. Syed, (2005), "What kind of capital do you need to start a business: financial or human?", in *Quarterly Review of Economics and Finance*, Vol. 45, pp. 103-122.
- Nahapiet J. and S. Ghoshal, (1998), "Social capital, intellectual capital, and the organizational advantage", in *Academy of Management Review*, Vol. 23, pp. 242-266.
- Nugent J.B., (1993), "Between state, market and households: A neoinstitutional analyses of local organizations and institutions", in *World Development*, Vol. 21, n° 4, pp. 623-631.
- Pettit, R.R. et R.F. Singer (1985), Small Business Finance: A Research Agenda, in *Financial Management*, Vol.14, n°3, pp. 47-60.
- Putnam R. D., (1995), "Bowling Alone: America's Declining Social Capital", in *Journal of Democracy*, n° 1, Vol. 6, pp. 65-78.
- Rajan R.G. and L. Zingales, (1995), "What do we know about capital structure? Some evidence from international data", in *Journal of Finance*, Vol. 50, n°5, pp 1421-1460.
- Ross S., (1977), "The determinants of financial structure: the incentive signaling approach", in *Bell Journal of Economics*, Vol. 8, pp. 23-40.
- Sharpe S., (1990), "Asymmetric information, bank lending, and implicit contracts: a stylized model of customer relationships", in *The Journal of Finance*, Vol. 45, n°4, pp. 1069-1086.
- Steijvers T., (2008), Existence of credit rationing for SME's in the Belgian corporate bank loan market, Working Paper.
- Stiglitz J. and A. Weiss, (1981), "Credit rationing in markets with imperfect information", in *American Economic Review*, Vol. 71, n°3, pp. 393-410.
- Theil H., (1969), "A Multinomial Extension of the Linear Logit Model", in *International Economic Review*, Vol. 10, n°3, pp. 251-259.
- Timmons J. and S. Spinelli, (2004), *New venture creation, entrepreneurship for the 21st century*, 6th edn. McGraw Hill Companies.
- Tyler B., R. Mayank and S. Pradeep, (2002), "Ethnic networks and access to credit: evidence from the manufacturing sector in Kenya", in *Journal of Economic Behavior & Organization*, Vol. 49, pp. 473-486.
- Uzzi B., (1999), "Embeddedness in the making of financial capital: how social relations and networks benefit firms seeking financing", in *American Sociological Review*, Vol. 64, pp. 481-505.
- Wamba H. et L.Tchamanbé-Djine, (2002), "Information financière et politique d'offre de crédit bancaire aux PME : cas du Cameroun ", in *Revue Internationale PME*, Vol. 15, n°1, pp. 87-114.
- Wei-Ping Wu and W.L. Choi, (2004), "Transaction cost, Social capital and firm's synergy creation in Chinese Business Networks: An Integrative Approach", in *Asia Pacific Journal of Management*, Vol. 21, pp. 325-343.

- Winkelmann R. and K.F. Zimmermann, (1995), “Recent development in count data modeling: theory and application”, in *Journal of Economic Survey*, Vol. 9, n° 1, pp.1-24.
- Woolcock M., (1999), *Social capital: The state of the nation*, Rapport présenté à un séminaire multidisciplinaire sur social capital: Global and Local Perspectives, Helsinki, 15 avril.
- Zambaldi F., F. Aranha, H. Lopes and R. Politi, (2009), “Credit granting to small firms: A Brazilian case”, in *Journal of Business Research*, Vol 30, disponible sur doi:10.1016/j.jbusres.2009.11.018

Annexe

Annexe N° 1 : Mesure des variables

<i>Variables</i>	<i>Facteurs et mesure d'items</i>
<i>Opacité</i>	<i>L'établissement des états financiers par l'entreprise « EEF »</i> : EEF=1 si les livres comptables produits par la PME sont certifiés; 2 s'ils sont établis occasionnellement et 3 si la PME n'établit pas les livres comptables.
	<i>Personne Etablissant les Etats Financiers «PEEF»</i> : EEF = 1 lorsque les documents comptables sont tenus par un comptable compétent, 2 par les prestataires des cabinets d'expertise comptable et 3 par autres personnes n'ayant pas ces deux précédentes qualités.
	<i>Taille de l'entreprise «TEE»</i> : TEE = total des employés de l'entreprise.
	<i>Age de l'entreprise «AE»</i> : AE = nombre d'années d'existence de l'entreprise à la date de l'enquête.
	<i>Secteur d'activité «SA»</i> : SA=1 si la PME est du secteur industriel, 2 si la PME œuvre dans le secteur commercial et 3 si elle est prestataire des services.
<i>Capital social</i>	<i>Ratio des employés membres de la famille « REMF »</i> : REMF= rapport entre le nombre d'employés membres de la famille (restreinte ou élargie) et le total des employés de la PME.
	<i>L'appartenance de la PME aux réseaux (associations) « AR »</i> : AR = 1 si la PME est membre d'au moins un réseau (association) et 0 si non.
	<i>Liens directs avec les institutions financières « LIF »</i> : LIF = 1 si la PME a des liens particuliers avec les gestionnaires de la banque et/ou si elle a déjà traité efficacement au moins une fois avec la banque auprès de laquelle elle s'adresse et 0 si non.
	<i>Type du capital humain prédominant « NCHP »</i> : NCHP= 1 si la majorité des employés de l'entreprise est sans niveau de formation ; 2 si la majorité des employés a un niveau de formation primaire ; 3 le premier cycle du secondaire ; 4 si la majorité des employés a le niveau de formation du supérieur.
	<i>Soutien des autorités gouvernementales « SAG »</i> : SAG = 1 si la PME a bénéficié d'un soutien (recommandation ou autre forme de soutien) de la part d'une autorité quelconque lors de sa demande de crédit et 0 si non.
<i>Risque financier</i>	<i>Le levier financier de la dette «LF»</i> : LF = rapport (ratio) entre dettes et fonds propres de l'entreprise.
<i>Risque opérationnel</i>	<i>Motif de la Demande du Crédit « MDC »</i> : MDC= 1 si la PME projette d'affecter les fonds demandés à des projets d'investissement à long terme et 0 si non (financement du cycle d'exploitation normale)
	<i>Formation des travailleurs «FT»</i> : FT = 1 si la PME a un programme opérationnel de formation de son personnel et 0 si non
	<i>Ancienneté des travailleurs «AT»</i> : AT prend les valeurs 1 ; 2 ; 3 et 4 si la majorité des employés de la PME a une ancienneté respectivement comprise entre les classes [0, 2ans [; [2 ans, 5 ans [; [5 ans, 10ans [et [10 ans, +∞ [.
<i>Risque commercial</i>	<i>Part de marché de l'entreprise « PM »</i> : PM = pourcentage de la part de marché de la PME considérée dans sa région d'implantation.
	<i>Nature des activités «NA»</i> : NA = 1 si la PME offre des biens industriels durables et/ou des services ; 2 si la PME offre des textiles qui sont soumis à la fluctuation de la mode et enfin NA=3 si la PME offre des produits alimentaires et/ou chimiques susceptibles de se détériorer.
	<i>Exportation «EX»</i> : EX = 1 si la PME effectue des exportations et 0 si non.
<i>Risque lié à la gouvernance</i>	<i>Séparation Gestion-Propriété « SGP »</i> : SGP = 1 si la gestion est confiée à un dirigeant non propriétaire de la PME et 0 si non.
<i>Variable de contrôle du modèle de survie</i>	<i>Statut juridique de la PME « SJ »</i> : SJ = 1 si la PME est une SA ou une SARL et 0 si non.
	Participation des actionnaires étrangers au capital « <i>PAEC</i> » : PAEC = 1 s'il existe des actionnaires étrangers dans la PME et 0 si non.
	l'Utilisation des Services d'Appui aux Entreprises « <i>USAE</i> » : UBDS = 1 si la PME fait recours aux services d'appui aux entreprises et 0 si non.
	<i>Immatriculation au registre de commerce « NRC »</i> : NRC = 1 si la PME est immatriculée au registre de commerce et 0 si non.
	Numéro d'impôt de société « <i>NIS</i> » : NIS = 1 si la PME a un numéro d'impôt au niveau de l'Administration fiscale et 0 si non.

Tableau 1: Résultats du Modèle Logit Multinomial I et II d'accès au crédit bancaire

Variables	Modèle I			Modèle II		
	ACB _{CT}	ACB _{MT}	ACB _{LT}	ACB _{CT}	ACB _{MT}	ACB _{LT}
<i>Opacité de la PME</i>						
Etablissement des états Financiers (EEF)	-0,40	-0,18	-17,26***	-0,06	0,15	-15,65***
	(0,25)	(0,33)	(2,51)	(0,28)	(0,41)	(3,24)
Personne Etablissant les états Financiers (PEEF)	-0,28	-0,40	0,05	-0,64**	-0,86**	-0,01
	(0,23)	(0,28)	(0,67)	(0,28)	(0,34)	(0,89)
Microentreprises (Ms)	-0,72	-1,89***	-33,14	0,95	-0,13	-35,41
	(0,66)	(0,65)	(4,67e+06)	(0,83)	(0,84)	(3,04e+07)
Petites Entreprises (PEs)	-0,42	-1,76***	-2,40**	1,41*	0,02	-0,65
	(0,62)	(0,58)	(1,11)	(0,79)	(0,77)	(1,31)
Moyenne Entreprises (MEs) «niv. inférieur»	-0,48	-1,54**	-1,04	0,43	-0,55	0,47
	(0,68)	(0,64)	(1,09)	(0,86)	(0,84)	(1,34)
Moyennes Entreprises (MEs) «niv. supérieur»	-1,47*	-0,99	-0,73	-0,53	-0,29	0,31
	(0,81)	(0,63)	(1,09)	(0,96)	(0,84)	(1,34)
Age de l'Entreprise (AE)	-0,01	-0,00	-0,02	-0,01	-0,01	-0,03
	(0,01)	(0,01)	(0,04)	(0,02)	(0,02)	(0,04)
Secteur d'activités (SA)	-0,21	-0,27	-0,18	-0,27	-0,44	-0,29
	(0,20)	(0,25)	(0,56)	(0,25)	(0,31)	(0,63)
<i>Capital social de la PME</i>						
Ration des Empl. Memb. de la Famille. (REMF)	-	-	-	-0,50	-0,23	0,63
	-	-	-	(0,99)	(1,34)	(3,93)
Appartenance aux réseaux (AR)	-	-	-	0,91**	0,85**	-0,05
	-	-	-	(0,36)	(0,40)	(0,83)
Liens avec l'Institution Financière (LIF)	-	-	-	4,09***	4,40***	4,81***
	-	-	-	(0,52)	(0,54)	(0,98)
Niveau du Capital Humain Prédominant (NCHP)	-	-	-	0,49**	0,54**	0,88
	-	-	-	(0,22)	(0,26)	(0,61)
Soutien des Autorités Gouvernementales (SAG)	-	-	-	0,24	0,02	-36,58
	-	-	-	(0,51)	(0,60)	(4,52e+07)
<i>Variables de contrôle</i>						
Levier Financier de la dette (LF)	0,02	-0,59	3,78	-2,53	-2,18	2,44
	(2,56)	(3,91)	(6,94)	(3,26)	(4,24)	(6,60)
Motif de la Demande du Crédit (MDC)	-0,06	0,39	0,59	-0,19	0,22	0,41
	(0,26)	(0,31)	(0,75)	(0,31)	(0,37)	(0,85)
Formation des Travailleurs (FT)	0,34	0,14	0,28	0,23	0,15	0,55
	(0,29)	(0,35)	(0,88)	(0,34)	(0,42)	(1,05)
Ancienneté des Travailleurs (AT)	0,01	0,27*	-0,27	-0,16	0,11	-0,62
	(0,14)	(0,15)	(0,39)	(0,17)	(0,19)	(0,48)
Part de Marché de l'entreprise (PM)	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01*	0,01
	(0,00)	(0,00)	(0,01)	(0,00)	(0,01)	(0,01)
Nature d'activités (NA)	-0,43*	0,12	-0,07	-0,29	0,33	-0,20
	(0,24)	(0,27)	(0,69)	(0,28)	(0,33)	(0,79)
Exportation (EX)	-0,56	0,96**	0,20	-0,59	0,86*	-0,03
	(0,50)	(0,41)	(0,96)	(0,56)	(0,51)	(1,05)
Séparation Gestion-Propriété (SGP)	-0,29	-1,57***	-1,84	0,57*	-0,79*	-1,53
	(0,27)	(0,40)	(1,15)	(0,35)	(0,47)	(1,39)
Constante	1,80*	1,11	16,57	-1,64	-2,32	10,60

	(1,02)	(1,15)	(0,00)		(1,34)	(1,52)	(0,00)
N	413				413		
L1	-391,78				-305,45		
df_m	48				63		
Chi2	130,55				303,20		
Prob > chi2	0,0000				0,0000		
Pseudo R2	0,1428				0,3317		
Test de Wald (nullité des paramètres estimés)	Prob > chi2 (48) = 0.0000				Prob > chi2 (63) = 0.0000		
Légende: (ABC=1) est la modalité de référence des deux modèles LM ; (source : effectués par les auteurs) * p<.1; ** p<.05; *** p<.01 et (...) Ecart-type.							